

SONDAGE  
EXCLUSIF  
HARRIS INTERACTIVE

PROSTITUTION

# LES FRANÇAISES CONTRE L'ABOLITION

SELON UN SONDAGE GRAZIA HARRIS INTERACTIVE, 54 % DES FRANÇAIS NE SOUHAITENT PAS UNE SOCIÉTÉ SANS PROSTITUTION. ET CE APRÈS LES DÉCLARATIONS DE NAJAT VALLAUD-BELKACEM DANS LE JDD QUI VOUDRAIT LA VOIR DISPARAÎTRE.

Par Raphaëlle Elkrief et Valentine Faure

**L**a question n'est pas de savoir si nous voulons abolir la prostitution – la réponse est oui –, mais de nous donner les moyens de le faire. Mon objectif, comme celui du PS, c'est de voir la prostitution disparaître », déclarait Najat Vallaud-Belkacem, ministre des Droits des femmes, dans le JDD, réaffirmant la position abolitionniste qui est celle de la France depuis 1960.

**UNE SOCIÉTÉ SANS LE PLUS VIEUX MÉTIER DU MONDE, EST-CE POSSIBLE?**

Selon un sondage Grazia-Harris Interactive (1), 90 % des Français pensent que non. « On ne peut pas prendre une décision politique à partir d'un fantasme »,

affirme Isabelle Schweiger, ex-prostituée et porte-parole du Syndicat du travail sexuel (Strass). « Il y a une impossibilité matérielle à l'éradication de la prostitution. Si des lois passent, les choses se feront, mais clandestinement, sur Internet. C'est de l'hypocrisie », assure la sociologue Françoise Gil, membre du Strass. A cette fatalité de la prostitution, les abolitionnistes répondent par la nécessité d'un « changement des représentations ». « Il faut faire de la prévention en parlant de ce que représente la prostitution et interdire l'achat d'acte sexuel, explique Hélène de Ruyg, déléguée générale de l'Amicale du Nid, association pro-abolition. Vendre l'usage de son corps est contraire à la dignité humaine. »

**COMMENT POURRAIT-ON L'«ABOLIR» SANS PÉNALISER LES FILLES?**

« La position abolitionniste prévoit la protection de ces femmes, qui sont des victimes du système », poursuit-elle. La loi de 2003 sur le racolage passif pénalisait les prostituées. De l'avis de tous – féministes, syndicats, associations – elle est à supprimer. « Il faut sortir des vieilles représentations de la femme coupable qui entraîne l'homme dans le péché. » A l'inverse de l'esprit de cette loi, les abolitionnistes estiment que les prostituées doivent être considérées comme des victimes et que ce sont les proxénètes et les clients qui doivent être poursuivis. Une position à l'encontre de l'opinion

des Français, dont une majorité pense qu'il ne faut pas sanctionner le client (52 %), ni d'ailleurs la prostituée (66 %). Les pro-abolition défendent le fait qu'en Suède, premier pays européen à pénaliser le client, une grosse majorité de la population était contre la pénalisation il y a dix ans. Aujourd'hui, la proportion s'est inversée. « Les représentations ont évolué. La pénalisation du client va dans le sens de la responsabilisation. Être client est mal vu. » En France, on en est loin : 54 % des sondés, et près d'une femme sur deux, ne souhaitent pas une société sans prostitution, tant elle semble un horizon indéchiffrable. Pourtant, huit personnes interrogées sur dix pensent que les prostituées sont des victimes de réseaux criminels...

**CETTE «ACTIVITÉ» PEUT-ELLE ÉCHAPPER AUX RÉSEAUX?**

« Ce n'est pas parce qu'il existe des réseaux qu'il faut éradiquer l'activité, dit Françoise Gil. Il y a un bloc idéologique massif sur le sujet au PS qui est incapable d'entendre que les femmes puissent faire ce métier librement. » En effet, le problème, selon les anti-abolitionnistes, c'est qu'il existe une prostitution traditionnelle, volontaire. Leur crainte ? Comme 93 % des Françaises, que l'abolition de la prostitution, qu'ils jugent illusoire, ne rendent les prostituées plus vulnérables, elles qui militent pour une réglementation de leur profession, et des droits sociaux. •

(1) Enquête réalisée du 25 au 26 juin 2012. Échantillon de 811 individus représentatifs de la population française.

## « IL FAUDRAIT PLUTÔT L'ENCADRER »

### INTERVIEW de Véronique Guienne, sociologue\*

**Najat Vallaud-Belkacem parle «d'éradiquer la prostitution» et de s'en donner les moyens. Qu'en pensez-vous?**

En pénalisant ou en criminalisant, on ne répond en rien au problème. On vise surtout les migrantes et les précaires, qui sont dans la rue, tandis que la prostitution perdurera dans les lieux plus cachés, les salons de massage et les soirées privées. En envisageant la prostitution comme homogène, on reste archaïque tant sur la manière dont on perçoit le problème que sur les réponses qu'on lui apporte. On entretient un amalgame.

**Quel est cet amalgame?**

Il y a plusieurs formes de prostitution. Elle peut être envisagée comme une façon de gagner de l'argent. Dans ce cas-là, pourquoi la pénaliser ? Les féministes

sont extrêmement divisées sur cette question. Il ne faut pas oublier que l'on gagne pas mal d'argent grâce à ce métier et que certaines peuvent en apprécier le mode de vie. Mais les abolitionnistes font principalement référence à la prostitution liée à ces femmes forcées de se prostituer pour rembourser les dettes de leur passage aux frontières.

**La France est un pays abolitionniste depuis 1960. Les dernières lois en vigueur semblent plus strictes...**

Nicolas Sarkozy a lancé deux lois majeures : l'une interdisant le racolage passif, l'autre prévoyant l'offre de papiers temporaires aux filles acceptant de dénoncer leur réseau. Mais ces lois ne permettent pas de sortir de la prostitution, au contraire. Elles ont juste transformé leur activité en délit. Elles se

cachent quand elles voient des policiers et n'osent même plus porter plainte. Beaucoup ont un enfant et ne peuvent pas dénoncer un réseau qui leur permet d'accéder à leur rêve de vivre ailleurs.

**Quelles seraient à vos yeux les mesures plus efficaces?**

On peut envisager, d'une part, un encadrement législatif de la prostitution volontaire. Cela peut être un choix et il a donc de fait tout intérêt à être encadré. Ensuite, dans le cas de la prostitution contrainte, les filles pourraient, comme dans certains pays d'Europe, l'Italie par exemple, avoir accès à une formation professionnelle et à des papiers. Et non pas procéder, comme en France, au chantage à la dénonciation.

\*Coauteur d'Action publique et prostitution, Presses Universitaires de Rennes.

PHOTO: JEAN-PHILIPPE KSIAZEK/AFP